



RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

REVUE NATIONALE VOLONTAIRE DES ODD



CONTEXTE

Le Gouvernement mauritanien a mis en place en 2016 la stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030. Cette stratégie fait de l'inclusion et l'autonomisation des populations le fil conducteur de l'action gouvernementale à travers la combinaison de la recherche d'une croissance inclusive et le lancement de programmes ciblés pour « ne laissez personne de côté ».

Pour accélérer la réduction de la pauvreté et des inégalités, les programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, se poursuivront, en s'appuyant, entre autre, sur une stratégie de protection sociale, un registre social qui permet d'identifier les ménages les plus pauvres et les actions de renforcement de la résilience.

Cette approche est basée sur le nexus urgence-développement assurant la synergie et la connectivité entre les programmes de développement et d'urgence.

Nous avons opté pour analyser les 17 ODD

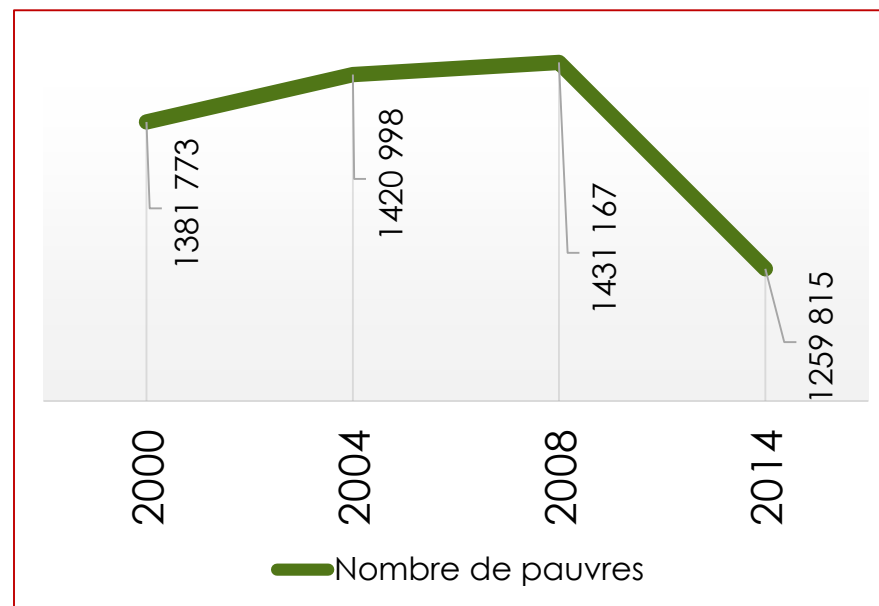
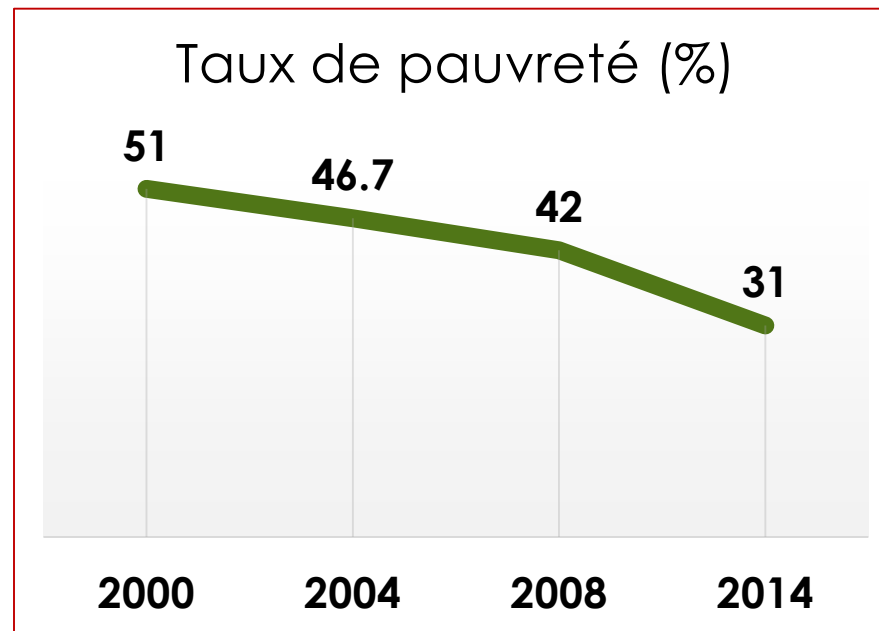
Cette présentation évoquera les réussites, les défis et les leçons apprises lors de la mise en œuvre de notre politique de développement et spécifiquement en ce qui concerne les ODD et de leur intégration dans le premier plan d'actions de la SCAPP.

PRINCIPALES RÉUSSITES

Un net recul de la pauvreté monétaire a été constaté entre 2008 (42%) et 2014 (31%), surtout en milieu rural (de 59,4% en 2008 à 44,4% en 2014): fruit d'une politique d'inclusion volontariste visant à faire bénéficier les plus pauvres des fruits de la croissance. Cette baisse de la pauvreté s'explique par l'augmentation de la production et de la productivité en milieu rural, en particulier pour les 40% les plus pauvres

L'introduction en 2011 d'un Programme dénommé EMEL avec un réseau de 1.800 boutiques sur l'étendue du territoire national, vendant des denrées à des prix subventionnés au profit de 240.000 familles pauvres environs (1.200.000 personnes environs) a donné de bons résultats

Une politique volontariste de lutte contre la pauvreté mise en œuvre par l'Agence Tadamoun pour ne laisser personne pour compte a permis la mise en œuvre d'importants programmes socioéconomiques: accès à l'éducation, à la santé, au financement de micro projets et à l'habitat social.



PRINCIPALES RÉUSSITES

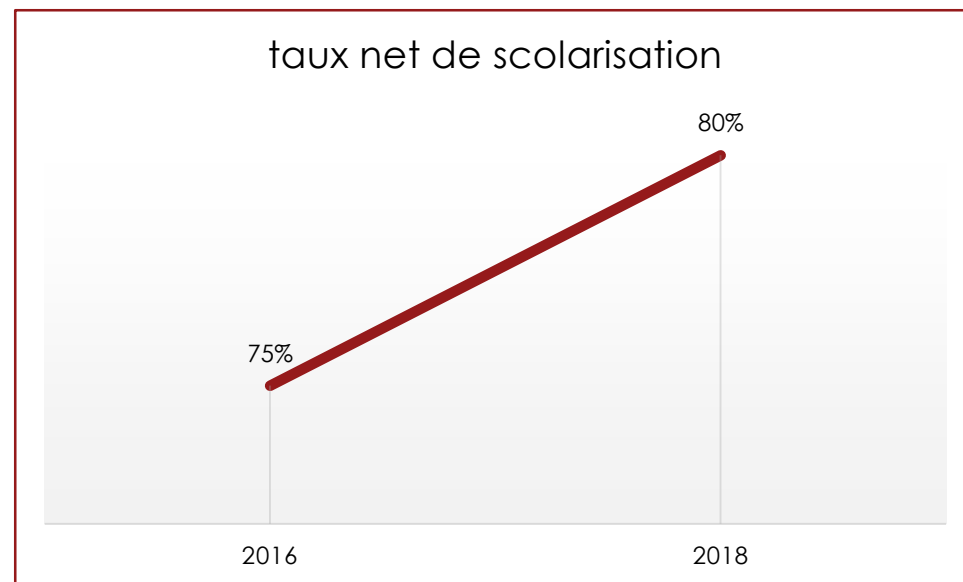
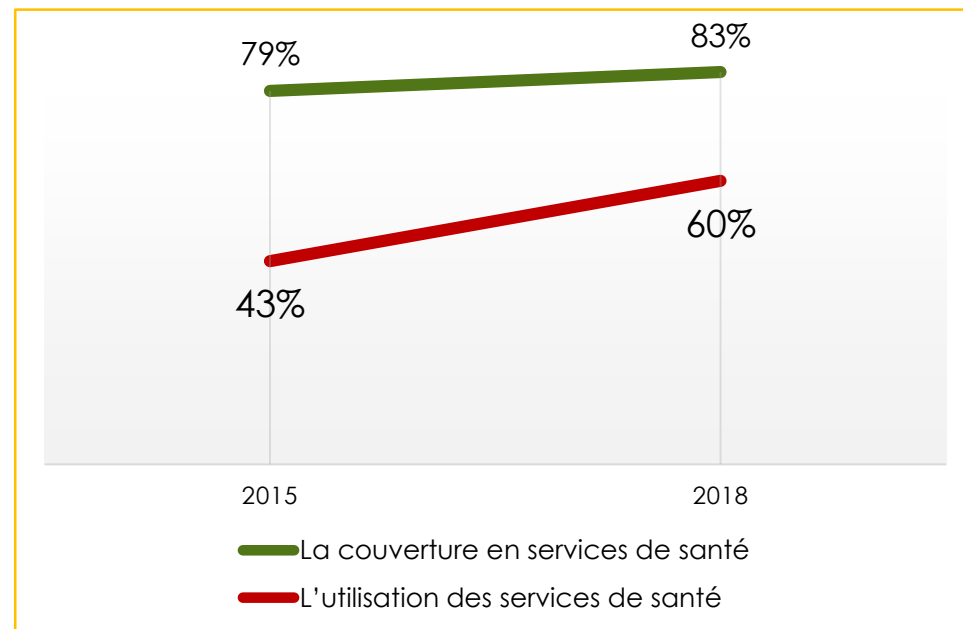
La couverture en services de santé a enregistré durant la période 2015-2017 une évolution conséquente de 4 points, passant de 79% en 2015 à 83% en 2017. Pour la même période, l'utilisation des services par la population est passée de 43% à 60%, avec un impact significatif

L'incidence du paludisme par exemple, a enregistré une baisse continue à partir 2015, elle est de 3,64 cas pour 1 000 habitants en 2018.

L'évolution des principaux indicateurs d'accès à l'enseignement primaire et secondaire montre une nette progression entre 2016 et 2018. En effet le taux net de scolarisation est passé de 75 % à 80 % soit une augmentation de 5 points de pourcentage au cours de la période

Les taux de réussite aux examens de fin cycle primaire et secondaire montrent une évolution positive

Le nombre d'apprenants dans l'offre de formation initiale classique est en progression, il est passé de 7 942 apprenants en 2016 à 8 667 en 2018.



PRINCIPALES RÉUSSITES

Evolution encourageante de la participation politique de la femme : Les résultats des élections municipales de 2007 à 2018 montrent que les femmes dépassent à chaque fois, et largement, le quota minimal de 20% et se situent au dessus de la barre des 30%. Avec 4 femmes maires pour un total de 216 en 2017 et 6 sur 219 en 2018. Au niveau de l'Assemblée, 31 femmes sont élues en 2018 soit 19,74%,

De 2009 à 2017: 963 systèmes d'alimentation en eau potable et 851 forages d'exploitation ont été réalisés, permettant l'accès à l'eau potable d'une population d'environ 1.2 millions de personnes.

L'accès à l'énergie est explicitement identifié comme l'une des priorités de développement en Mauritanie (Passant de 22% de mix énergétique en 2009 à 42% en 2018); ainsi que l'appui aux secteurs économiques porteurs de développement.

Près de 420 MW de capacités additionnelles ont été installés récemment. La Mauritanie est passée en moins de six ans d'une situation énergétique déficitaire à une situation excédentaire, au point de devenir un exportateur de l'électricité vers les pays voisins (Sénégal, Mali).

PRINCIPALES RÉUSSITES

La croissance économique est passée de 1,8 % en 2016 à 3,6 % en 2018, avec une estimation de 6.3 % en 2019 et l'inflation jugulée .

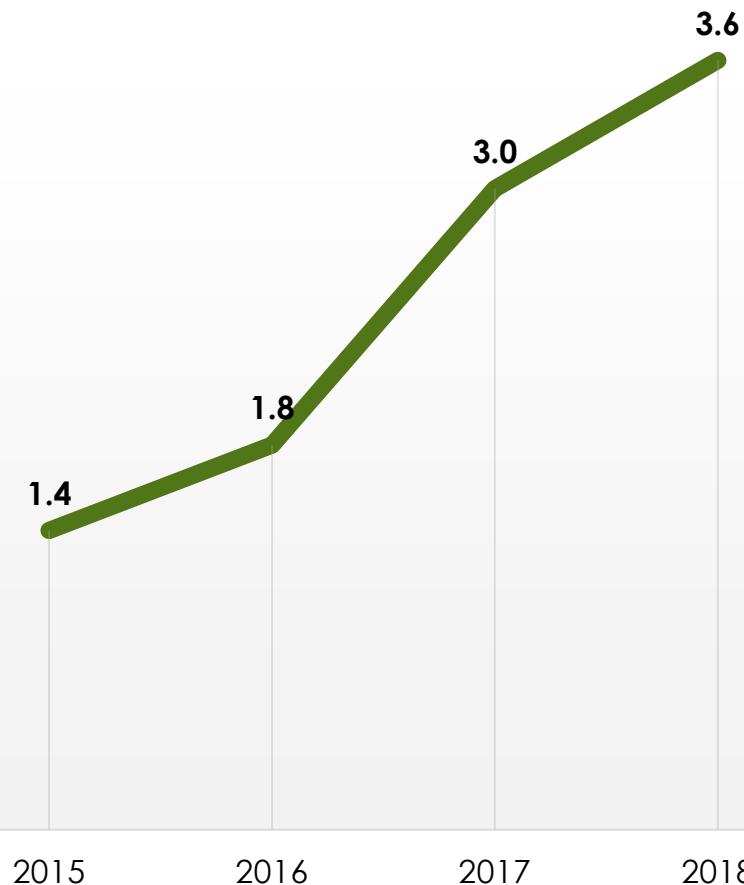
Mise en place d'un ambitieux programme d'investissement dont la part dans le budget de l'État est passée de 23 % en 2009 à 42 % en 2018, atténuant ainsi l'impact de la conjoncture moins favorable au cours de la période 2015-2018.

Mise en œuvre de plusieurs stratégies pour réduire la vulnérabilité des groupes défavorisés et aider les populations à faire face aux risques récurrents notamment les urgences alimentaires et nutritionnelles (stratégie de protection sociale, stratégie de sécurité Alimentaire...)

Ces stratégies ont permis d'établir (i) un Registre Social pour cibler les pauvres et les plus vulnérables, (138 635 ménages soit environ un peu plus de 20 % de la population); (ii) le Programme National des Transferts Sociaux « Tekavoul », qui couvrira à terme les 100 000 ménages les plus pauvres. En 2018, plus de 30 000 ménages ont bénéficié de transferts monétaires, dont les bénéficiaires sont les mères des enfants, conditionnés par la participation à des sessions de sensibilisation pour l'adoption de comportements et de pratiques favorables au développement du jeune enfant.

Le taux de préservation en zone marine s'est notablement accru. Il se situe à plus de 12%, réalisant l'objectif d'Aichi : l'espace protégé qui représentait en 2015 déjà 5,4% serait en 2019 de l'ordre de 12,4%. La Mauritanie a donc réalisé ainsi le respect des objectifs d'Aichi en dépassant nettement le niveau de 10% requis.

Croissance du PIB au prix du marché (%)



PRINCIPALES RÉUSSITES

L'État de Droit et l'enracinement de la démocratie est une œuvre continue que vise la Mauritanie à travers la mise en œuvre de: (i) la Loi n° 2015-031 portant incrimination et réprimant les pratiques esclavagistes, (ii) le décret 2016-002 qui crée des tribunaux spécialisés avec une compétence juridictionnelle qui s'étend à tout le territoire national, (iii) la loi n° 2015-033 relative à la lutte contre la torture, (iv) la loi n° 2015-034 instituant un mécanisme national de prévention de la torture (MNP) et (v) la loi n° 2015-030 portant aide judiciaire.

La mise en place d'un fichier national des populations avec application de la technologie biométrique est une avancée notoire.

La Mauritanie a réussi en peu de temps à renforcer son appareil sécuritaire, jugulant ainsi la menace terroriste et assurant la sécurité de ses frontières.

Grâce à une diplomatie active, la Mauritanie est fortement impliquée dans le développement du partenariat mondial pour le développement durable. Dans ce cadre, un accord de partenariat avec la CEDEAO et les accords de la zone de libre-échange économique (ZLECA) ont été signés.

La Mauritanie est aussi membre fondateur du G5 Sahel, initiative de développement et de maintien de la sécurité dans la zone sahélienne.

PRINCIPAUX DÉFIS

Malgré les avancées notoires dans la mise en œuvre des ODD, ils existent des défis dont notamment:

La faible diversification de l'économie

La faiblesse de la valorisation locale des ressources naturelles

Les capacités insuffisantes du secteur privé

La faiblesse des ressources humaines

L'accès limité aux services de santé primaire en général et de la santé maternelle et infantile en particulier

La qualité de l'éducation et l'inadéquation de la formation avec les besoins du marché de l'emploi, ce qui handicape l'emploi des jeunes et les rend plus exposés aux risques de radicalisation.



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Augmenter substantiellement les ressources allouées aux secteurs sociaux et mettre en place un système universel d'assurance maladie, tiers-payant, à prix modeste permettant l'accès aussi bien aux prestations qu'aux médicaments.

Œuvrer à une meilleure répartition géographique des populations afin de diminuer le coût des investissements et favoriser l'accès de tous aux services, surtout en milieu rural

Mettre en place des mécanismes adéquats d'encouragement de l'entrepreneuriat féminin, à travers des mécanismes spécifiques de financement

Continuer à renforcer l'appareil sécuritaire pour juguler la menace terroriste et assurer la sécurité de nos frontières.

Renforcer le système d'état civil biométrique pour l'enrôlement de la population et la sécurisation des données et l'étendre à d'autres domaines

Mobiliser des ressources financières propres pour la mise en œuvre des ODD au niveau régional et local



LEÇONS APPRIS

L'inventaire des actions menées pour l'atteinte des ODD et les résultats obtenus jusque-là est riche en enseignements. Il en ressort que les progrès vers les objectifs a été assez variable d'un ODD à l'autre et que, si pour certains ODD des progrès significatifs ont été réalisés, pour d'autres, les progrès ont été, pour le moins, beaucoup plus modestes.

L'approche de transferts monétaires directs au profit des populations les plus pauvres qui s'appuient sur le Registre Social semble donc être une bonne piste à explorer, bien que son impact dans les zones où elle a été mise en œuvre n'est pas encore formellement établi par des données d'EPCV ou d'enquêtes standardisées.

Les plans d'urgence tendent à devenir une opération annuelle à laquelle sont alloués des montants considérables (entre 5 et 7% du budget national), il serait donc judicieux d'envisager une approche de plus long terme visant à renforcer la résilience des populations à travers l'investissement dans l'amélioration de la production agricole, le renforcement de l'élevage et la diversification des sources de revenu des populations vulnérables

En matière d'éducation, devrions-nous viser à orienter davantage le système vers le développement des capacités d'apprentissage des élèves au lieu de se limiter exclusivement au modèle classique de transfert de connaissances brutes de l'enseignant vers l'élève.

Des mécanismes spécifiques de financement des entreprises féminines et un système d'encouragement et de bonification des entreprises féminines pour leur permettre d'avoir accès aux commandes et aux marchés publics sont nécessaires.



LEÇONS APPRISES

Concernant l'hydraulique, il semble donc évident que, malgré l'importance des investissements requis, l'avenir de l'approvisionnement du pays en eau potable passera inévitablement par la création de réseaux à partir du fleuve Sénégal et la désalinisation de l'eau de mer qui devient de plus en plus viable économiquement grâce à la convergence de la baisse des coûts des énergies renouvelables (solaire et éolienne) et au développement des techniques de désalinisation .

La perspective du développement de champs gaziers offshore dans les années à venir est certes une bonne nouvelle pour le pays, mais ne devrait pas occulter la leçon apprise de l'exploitation pétrolière qui n'a duré qu'une dizaine d'années avec un impact globalement assez limité sur le développement du pays.

La priorisation des infrastructures devrait prendre en compte l'aspect économique transfrontalier afin de faire de la Mauritanie un carrefour d'échanges entre l'espace économique européen via le Maghreb et l'espace ouest-africain.

La réduction des inégalités passe inéluctablement par l'amélioration du revenu de la classe moyenne; ce qui devrait se traduire par une baisse de la fiscalité sur le revenu du travail et un soutien renforcé à la création des PME/PMI, à travers, notamment, un système de financement adéquat.

En fin, le modèle de coopération sud-sud établi au sein du G-5 Sahel est une expérience innovante que la Mauritanie devrait dupliquer au sein d'autres espaces





**MERCI POUR
VOTRE
ATTENTION**